

Unité départementale du Var
98, Rue Montebello
83000 Toulon

Toulon, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAYENCE ASSAINISSEMENT

85 BLD DU 19 MARS 1962
83440 Fayence

Références : D-UD 83-2026-0090 / LRAR n°1A 208 566 4070 0
Code AIOT : 0006400227

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement FAYENCE ASSAINISSEMENT implanté Jas de la Maure 83440 Tourrettes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAYENCE ASSAINISSEMENT
- Jas de la Maure 83440 Tourrettes
- Code AIOT : 0006400227
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société Fayence Assainissement à Tourrettes est autorisée à exploiter une activité de traitement

de déchets non dangereux par arrêté préfectoral d'autorisation du 9 septembre 2009 et par arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} février 2018. La société SAUR a repris l'exploitation de l'établissement depuis le 31 décembre 2025.

Les déchets admis proviennent notamment des vidanges de fosses septiques par la société Fayence assainissement dans le cadre de son activité de gestion des déchets de l'assainissement. Il n'est pas collecté de contenus de séparateurs d'hydrocarbures.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 30/01/2018, article 1	Sans objet
2	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu	AP Complémentaire du 09/09/2009, article 4.3.7	Sans objet
3	Zone d'épandage	AP Complémentaire du 09/09/2009, article 4.2.1	Sans objet
4	Consistances des installations autorisées	AP Complémentaire du 09/09/2009, article 1.2.4	Sans objet
5	Cahier d'épandage	AP Complémentaire du 09/09/2009, article 9.2.2.1	Sans objet
6	Surveillance des eaux des sols	AP Complémentaire du 09/09/2009, article 9.2.2.2.2	Sans objet
7	entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 09/09/2009, article 7.6.2	Sans objet
8	Installations électriques	AP Complémentaire du 09/09/2009, article 7.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du site est apparue rationnelle et ordonnée.

Au regard de l'évolution de la réglementation et des activités de l'établissement, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport de visite d'inspection.

Le Plan de Défense contre l'Incendie établi par l'exploitant devra être complété en fonction des conclusions de l'étude visant à évaluer l'adéquation entre les moyens de lutte contre l'incendie et les risques induits et subis par le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2018, article 1

Thème(s) : Situation administrative, classement

Prescription contrôlée :

La société SARL Fayence Assainissement est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs, modifiées et complétées par celles du présent arrêté , à poursuivre l'exploitation de ses installations, situées quai Jas de La Maure à Tourrettes (83440)

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique*	Volume de l'activité*
2791-1	Autorisation	installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. la quantité de déchets traités étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j ;	49 t/j

Constats :

Par courrier du 22 décembre 2025, la société SAUR a notifié à M. le Préfet du Var le changement d'exploitant de l'établissement Fayence Assainissement à son profit. Ce transfert a pris effet à

compter du 31 décembre 2025.

L'exploitant réalise un relevé journalier du tonnage de déchets traités. Le relevé 2025, consulté lors la visite, montre le respect du volume de traitement autorisé.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposant d'acter le changement d'exploitant et de mettre à jour le libellé de la rubrique 2791 au regard de l'évolution de la nomenclature et plus particulièrement du décret n°2023-153 du 2 mars 2023 est joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2009, article 4.3.7

Thème(s) : Risques chroniques, piézomètres

Prescription contrôlée :

En vue d'assurer la qualité des eaux de percolation au travers du champ d'épandage, l'exploitant plantera en partie aval de cette zone (au sud-ouest) et en des endroits judicieusement choisis, 3 piézomètres.

L'exploitant procédera au moins une fois par trimestre au prélèvement d'un échantillon de l'eau éventuellement contenue dans chaque piézomètre. Après chaque prélèvement les piézomètres seront vidés de l'eau qu'ils contiennent.

Une analyse sera faite sur chaque échantillon afin de déterminer le respect des paramètres suivants:

pH	compris entre 5.5 et 9
DCO	< ou= à 150 mg/l
Mercure	< ou= à 0.05 mg/l
Cadmium	< ou= à 0.05 mg/l
Chrome Total	< ou= à 0.3 mg/l
Somme des autres métaux	< ou= à 5 mg/l
Hydrocarbures totaux	< ou= à 5 mg/l

Constats :

Le site dispose de 3 piézomètres de surveillance des eaux souterraines, un situé en amont et 2 situés en aval.

Des analyses de l'eau prélevée dans chaque piézomètre sont réalisées trimestriellement.

L'exploitant a présenté les compte-rendus des 3 dernières campagnes d'analyses réalisées par Acredit Wessling les 19 juin 2025, 15 septembre 2025 et 29 décembre 2025.

Les résultats de ces campagnes montrent que les concentrations maximales prescrites par le présent article sont respectées pour chaque paramètre analysé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Zone d'épandage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2009, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, épandage

Prescription contrôlée :

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

La zone d'épandage sera partagée en différents secteurs.

Chaque secteur sera réalisé suivant les principes ci-après:

-avoir le sol quasiment horizontal

-être bordé sur toute la périphérie, de fossés destinés à améliorer les drainages internes des sols.

Fossés dont les eaux drainées seront canalisées afin d'aboutir dans la première lagune.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 22 mars 2016, l'inspection avait pu constater que la parcelle d'épandage n'était pas divisée en différents secteurs. L'exploitant avait alors justifié l'absence de cette sectorisation « physique » par le protocole d'épandage qui sectorise de fait la parcelle via le déplacement des rampes d'arrosage.

Au regard de la topologie du terrain, le fossé nord ne peut canaliser que les eaux pluviales qui sont alors rejetées au milieu naturel. Les eaux polluées qui pourraient rejoindre le fossé sud sont réacheminés vers la première lagune.

Au regard de ces éléments, il est proposé par voie d'arrêté préfectoral de mettre à jour les dispositions du présent article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consistances des installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2009, article 1.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, description des activités

Prescription contrôlée :

La superficie du site (...) est entièrement clôturée.

Le site est constitué de 4 zones:

une zone dite de lagunage/décantation (1.45 ha)

une zone de stockage tampon des effluents clarifiés mais non traités

une zone dédiée à l'installation de traitement des effluents clarifiés

une zone d'épandage des effluents traités (1.6 Ha)

Seule la zone dédiée aux différents équipements est bâtie.

Cette zone est clôturée, à l'intérieur même du périmètre global du site

Cette zone est constituée:

-d'un ensemble de bassins successifs en génie civil, reliés entre eux par une série de pompe de

<p>relevage et de filtres (...)</p> <p>d'un local technique et un abri pour le personnel en charge de l'exploitation quotidienne des installations</p> <p>d'un groupe électrogène d'une puissance inférieure au seuil de classement</p> <p>d'une réserve de FOD nécessaire au fonctionnement du groupe électrogène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 10 janvier 2025, l'exploitant a porté à la connaissance de M. le Préfet l'ajout d'une bâche de 1000 m³ visant à récupérer les éventuels effluents excédentaires de la plateforme de compostage située en contre-bas du site et appartenant également à la société SAUR. Il est à noter que la plateforme de compostage dispose de rétentions pour les effluents transitant sur le site, cette réserve supplémentaire ne sera donc utilisée qu'en cas d'épisodes de pluie exceptionnels susceptibles d'engendrer une production d'effluents qui ne pourrait être entreposée au sein du site de compostage SAUR. En outre, une canalisation aérienne entre les 2 sites permet le transport des effluents précités.</p> <p>Le rapport d'analyses, joint au porter à connaissance précité, montre que la qualité des effluents de la plateforme de compostage est compatible avec les critères d'acceptation des déchets de l'établissement Fayence Assainissement.</p> <p>Au regard de la quantité moyenne journalière de déchets traités par l'établissement qui est bien deçà des volumes autorisés, il apparaît que Fayence Assainissement est en capacité de traiter ces 1000 m³ d'effluents supplémentaires.</p> <p>Le jour de la présente visite, la bâche de récupération et la canalisation aérienne permettant d'acheminer les effluents depuis la plateforme de compostage sont en place.</p> <p>Les autres installations présentes sur le site sont conformes aux dispositions du présent article.</p> <p>Au regard des éléments susvisés, un projet d'arrêté préfectoral proposant d'acter la présence de la nouvelle bâche de rétention de 1000 m³ est joint au présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Cahier d'épandage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2009, article 9.2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de 10 ans. Ce cahier comporte les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les quantités de déchets ou effluents épandus par unité culturale • les dates d'épandage • les parcelles réceptrices et leur surface • les cultures pratiquées • le contexte métrologique lors de chaque épandage

<ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents et /ou déchets, avec les dates de prélèvements et de mesure ainsi que leur localisation • l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.
Constats : Le cahier d'épandage consulté lors de la visite est conforme aux attendus du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux des sols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2009, article 9.2.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi
Prescription contrôlée : Les sols sont analysés en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes. La capacité de rétention en eau et le taux de saturation en eau sont mesurés sur les parcelles ou groupe de parcelles homogènes d'un point de vue hydrique. Cette mesure est effectuée avant tout épandage afin d'évaluer la capacité totale de rétention en eau des sols.
Constats : Des analyses de sols sont réalisés à chaque période automnale et le taux de saturation en eau des parcelles est apte à recevoir les effluents à épandre. La dernière campagne d'analyses a été réalisée par AUREA Agrosociences en octobre 2025. En outre, le rapport du 29 octobre 2025 associé à cette campagne montre des résultats stables sur les 10 dernières années concernant les teneurs en oxyde de potassium, pentoxyde de phosphore, magnésie et oligo éléments (Zn, Mn, Cu, Fe, B) dans les sols.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à disposition du SDIS.
Constats : Le site est équipé de 4 extincteurs aisément accessibles. Le contrôle de ces moyens de lutte contre l'incendie est réalisé annuellement par l'organisme WN sécurité incendie. Les résultats de

<p>ces contrôles sont consignés dans le registre de sécurité du site.</p> <p>Le jour de la visite, les extincteurs ne sont pas dotés d'un affichage leur permettant d'être facilement repérés.</p> <p>Cependant, par courriel du 3 mars 2026, l'exploitant a transmis les éléments justifiant que cet affichage est désormais en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2009, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans le rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques du site sont vérifiées chaque année par un organisme extérieur. Le dernier contrôle a été réalisé par Bureau Veritas le 11 mars 2025. Le rapport associé ne fait pas mention d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, PDI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en

œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis en date du 3 mars 2026 un Plan de Défense contre l'Incendie (PDI).

Ce plan doit cependant être complété afin notamment de justifier l'adéquation entre les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site et les risques induits et subis par l'installation.

A cette fin, l'exploitant a sollicité un bureau d'études expert en la matière et s'est engagé à transmettre à l'inspection le PDI finalisé dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois